

unité départementale du Finistère

Quimper, le 27 DEC. 2024


2 rue de Kerivoal - CS 83037
29334 QUIMPER CEDEX

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUNGE France

ZI Portuaire
rue de Yokosuka
29200 BREST

Références : ENV-D-24. 0653
Code AIOT dans GUN : 0005500609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 de la société BUNGE implantée dans la zone industrielle portuaire de BREST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non
- IED - MTD

La société BUNGE exploite sur le port de Brest une installation de trituration de soja et de colza pour une capacité de 900 000 tonnes/an. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2006, modifié par les arrêtés du 27 juin 2008, 15 janvier 2020, 7 juillet 2022 et 10 janvier 2023.

Thématiques abordées : la consommation d'eau, la mise en sécurité du site en cas de coupure d'eau de ville et les odeurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N° du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire*	Proposition de suites de l'IIC	Proposition de délais
5	Plan de gestion des odeurs	AP imposant des mesures d'urgence du 4/10/2023, art. 4	Mise en demeure	3 mois
		AP imposant des mesures d'urgence du 4/10/2023, art. 6		6 mois

* AP : Arrêté Préfectoral

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N° du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire*	Nature des suites administratives susceptibles d'être proposées à défaut de réponse de l'exploitant	Proposition de délais
1	Consommation d'eau	AP du 09/01/2006, art. 4.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Limitation de la consommation d'eau	AP du 09/01/2006, article 2.1.1		2 mois

N° du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire*	Nature des suites administratives susceptibles d'être proposées à défaut de réponse de l'exploitant	Proposition de délais
3	Perte d'utilité (eau)	AP du 09/01/2006, art.7.5.8		2 mois

*AP : Arrêté Préfectoral

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N° du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire*
4	Installations de désodorisation	AP de mise en demeure du 12/10/2023, article 1

*AP : Arrêté Préfectoral

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la thématique eau : la consommation d'eau augmente depuis 2019. L'exploitant justifie ces augmentations et continue d'étudier d'autres pistes en vue de limiter sa consommation d'eau. En cas de rupture brutale d'approvisionnement en eau, les procédés de fabrication ne peuvent pas être arrêtés en toute sécurité.

Sur la thématique odeur : l'exploitant a entamé une démarche d'amélioration énergétique. Cependant il a pris du retard car le nouveau traitement des odeurs est englobé dans le projet d'amélioration énergétique du site.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle N° 1 : Origine des approvisionnements en eau/Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau [...] sont limités aux quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Origine de la ressource : Réseau public ; • Consommation maximale annuelle : 250 000 m³ .[...]
Constats : L'exploitant a déclaré que l'eau ne provenait que du réseau public. C'est la société publique locale Eau du Ponant qui gère l'eau et l'assainissement en délégation de service public pour la collectivité Brest métropole. L'exploitant a déclaré qu'il y a 3 compteurs généraux sur le site : <ul style="list-style-type: none"> • 2 compteurs pour l'usine dont un de secours ; • 1 compteur pour le bâtiment administratif. Il a ajouté qu'il existe des totalisateurs dans l'usine afin de suivre les consommation au niveau de la chaudière, des TAR et de l'extracteur ; il a précisé que les relevés de consommation sont effectués quotidiennement. L'exploitant analyse la consommation de l'eau de façon générale mais pas par poste. Les résultats sont ensuite enregistrés sur un support informatique. Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté ce registre à l'Inspection des Installations Classées (IIC). D'après le dossier de réexamen au titre de la directive IED de 2021, la répartition de la consommation d'eau s'établit à 50% sur la chaufferie, 40 % sur les TARs et 10% sur les autres usages (sanitaires, nettoyage). La consommation d'eau dépend principalement de : <ul style="list-style-type: none"> • la conductivité de l'eau issue du réseau public (Eau du Ponant) et qui amène l'exploitant à davantage purger la chaudière et les tours aéroréfrigérantes (TAR) ; • la qualité de la graine qui dépend de son taux d'humidité. Les consommations d'eau sont liées au procédé de trituration : l'exploitant analyse ainsi la consommation d'eau en fonction de la quantité de graines triturées. Les différents ratios "volume

d'eau/quantité de produits triturés" depuis 2016 sont les suivants :

- 2016 : 0,33 (valeur limite pour la consommation d'eau non dépassée)
- 2017 : 0,33 (valeur limite pour la consommation d'eau non dépassée)
- 2018 : 0,34 (valeur limite pour la consommation d'eau non dépassée)
- 2019 : 0,37 (valeur limite pour la consommation d'eau non dépassée)
- 2020 : 0,38 (valeur limite pour la consommation d'eau non dépassée)
- 2021 : 0,4 (valeur limite pour la consommation d'eau non dépassée)
- 2022 : 0,45 (valeur limite pour la consommation d'eau non dépassée)
- 2023: 0,44 (valeur limite pour la consommation d'eau dépassée de 4 %)

L'IIC constate donc que la consommation d'eau augmente depuis 2019 (le ratio a augmenté de 30% entre 2018 et 2023). La consommation d'eau du site en 2023 est de 260 603 m³. L'exploitant explique ce résultats par :

- la conductivité de l'eau de ville qui a été plus importante que les années précédentes ;
- la mise en place de la nouvelle chaudière en 2023 qui a engendré une consommation d'eau élevée, du fait d'un défaut qui a été corrigé à partir du mois de juin.

Les consommations d'eau de 2022 et 2023 sont équivalentes.

L'exploitant transmet la consommation d'eau de 2024. Les résultats sont commentés.

Type de suites proposées : Demande de justificatifs

Point de contrôle N° 2 : Limitation de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la consommation d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau [...].

Constats :

D'après le dossier de réexamen au titre de la directive IED de 2021, afin de limiter la consommation d'eau, l'exploitant contrôle la conductivité de l'eau au niveau de la chaudière et des tours aéro-réfrigérantes (TARs) pour ne réaliser les purges qu'en cas de nécessité. L'IIC a constaté que la conductivité de l'eau au niveau de la chaudière et des TARs est bien contrôlée en continu. La purge se déclenche automatiquement dès que la mesure dépasse le seuil défini par le constructeur. Au niveau de la chaudière, la conductivité au niveau des condensats est contrôlée de la même manière. En cas de conductivité dépassant le seuil défini par le constructeur, les condensats ne repartent pas dans le circuit, ils sont purgés. D'après les dires de l'exploitant, cela n'arrive quasiment jamais.

Projet pour réduire la consommation d'eau

1) La consommation de la chaudière en eau est liée à la production de vapeur. Aussi, afin d'optimiser la consommation d'eau, l'exploitant cherche à limiter les fuites de vapeur. Une partie de la tuyauterie est déjà calorifugée (la plus importante). Depuis début 2024, l'exploitant réfléchit à calorifuger d'autres tronçons. Aussi, l'exploitant a précisé qu'une étude était actuellement en cours en vue de connaître le gain gagné en terme de consommation.

2) L'IIC a demandé à l'exploitant s'il lui était possible d'utiliser l'eau de mer. Il a répondu que cette possibilité avait déjà été testée dans deux autres usines du groupe. Ce test n'avait pas été concluant et les usines tests avaient rencontré plusieurs problèmes dont la prolifération des pousse-pieds.

3) L'exploitant a évoqué être en contact avec Eau du Ponant depuis début 2024 en vue de réutiliser les eaux industrielles des sites situés sur le Port de Brest. Ce projet impliquerait donc la création de réseaux en parallèle de ceux déjà existants et de mettre en place le traitement spécifique en fonction du cahier des charges des industriels en terme de qualité de l'eau. Ce traitement serait réalisé par Eau du Ponant. La chaudière ne doit être alimentée que par de l'eau

propre. Aussi, seules les TARs pourraient être alimentées par de l'eau industrielle pré-traitée.
Type de suites proposées : Demande de justificatifs des points 1 et 3

Point de contrôle N°3 : Perte d'utilité (eau)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 7.5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Perte d'utilité (eau)
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : Le 23 février 2023, une rupture d'une canalisation majeure a provoqué une perturbation de l'alimentation en eau de certains secteurs de Brest Métropole. La société BUNGE, gros consommateur d'eau, aurait pu ne plus être alimentée en eau pendant plusieurs heures. Afin de préserver la disponibilité de la ressource en eau, chacun avait été invité à réduire autant que possible sa consommation. Cet évènement peut se répéter. Il est important pour l'exploitant de s'assurer qu'il pourra arrêter ses installations en toute sécurité en cas d'arrêt brutal de l'alimentation en eau. Lors du contrôle, l'exploitant a indiqué qu'il faudrait une demie journée, voire une journée entière pour pouvoir arrêter en toute sécurité les procédés de fabrication qui dépendent du fonctionnement de la chaudière (productrice de vapeur). Cet évènement est susceptible de se reproduire. Aussi, l'IIC demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • d'indiquer les procédés qui seraient impactés par un arrêt brutal de l'approvisionnement en eau ; la réponse est accompagnée de schémas expliquant la circulation de l'eau dans l'usine. • de préciser les risques encourus en cas d'arrêt brutal des installations alimentées en eau et permettant le fonctionnement des procédés de fabrication ; • le cas échéant, de proposer les moyens nécessaires pour arrêter en toute sécurité l'usine (par exemple : il devra indiquer la quantité d'eau dont il aura besoin pour pouvoir continuer d'alimenter la chaudière en eau jusqu'à l'arrêt de l'usine en toute sécurité) ; • d'accompagner sa réponse d'un calendrier prévisionnel de mise en place de ces moyens.
Type de suites proposées : Demande de justificatifs et d'actions correctives

Point de contrôle N° 4 : Installations de désodorisation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : La société BUNGE FRANCE est mise en demeure de respecter,[...], les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 modifié : <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ; • les gaz odorants générés par l'établissement sont collectés, canalisés puis, au besoin, traités dans des installations d'épuration appropriées maintenues en permanence en bon état de fonctionnement ;
Constats : Lors de l'inspection du 15 septembre 2023, l'IIC en charge des installations classées a constaté que le dispositif d'injection de soude dans le scrubber n'était pas en fonctionnement. Par courriel en date du 11 octobre 2023, l'exploitant a informé l'IIC avoir mis en route le scrubber

en mode manuel.

Le jour du contrôle, l'exploitant a indiqué que la pompe d'injection était en fonctionnement. L'IIC a constaté sur écran son fonctionnement. Par courriel en date du 1^{er} août 2024, l'exploitant a transmis la facture référencée 847570 et émise par la société AxFlow. D'après cette facture, la commande de la pompe a été effectuée le 9 octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle N° 5 : Plan de gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral imposant des mesures d'urgence du 4/10/2023, articles 4 et 6

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Article 4

L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées, sous un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les résultats des mesures mentionnées à l'article 2 et, le cas échéant, les évaluations mentionnées à l'article 3.

Ces résultats et évaluations sont commentés et interprétés [...]. Ils sont accompagnés :

- du descriptif des éventuelles modifications de conception ou d'exploitation des dispositifs de traitement des composés odorants en place que l'exploitant compte apporter à ces dispositifs afin d'atteindre les performances épuratoires qui résulteraient de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles ;
- du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces modifications.

Article 6

L'exploitant réalise, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sur chaque source d'odeur canalisée, une mesure de la concentration d'odeur. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées dans le mois qui suit la réalisation des mesures précitées.

Constats :

Par courriel en date du 15/12/2023, l'exploitant a transmis les résultats des mesures des odeurs. Plusieurs campagnes de mesurages ont été effectuées depuis 2021 lors de la trituration du soja et du colza au niveau des émissaires n°766, 757, 758, 753 et 705. D'après les résultats, les deux émissaires les plus concentrées en odeur sont les points de rejet n°705 et 757 (qui se situent au niveau de la zone d'extraction). L'exploitant se concentre donc davantage sur les traitements des odeurs en amont des émissaires 705 et 757.

Actuellement, il existe 2 « traitements » des odeurs :

- l'absorption qui consiste à faire circuler les gaz incondensables à travers une pluie d'huile minérale afin de récupérer un maximum d'hexane. L'absorption s'effectue dans la tour de lavage
- l'élimination des H₂S en amont de l'émissaire 705 (Aspiration des buées du sécheur de Tourteaux) : opération n'est effectuée que lors de la trituration de graines de colza ; les quelques traces d'hydrogène sulfuré pouvant être séparées dans la tour de lavage sont dirigées vers le scrubber d'H₂S. Cette étape permet d'éliminer le soufre sous forme Na₂S par injection, en contre courant, de soude (NaOH 25%).

Ces traitements sont insuffisants.

Le jour du contrôle, l'exploitant a informé l'IIC qu'il était aidé par les sociétés ANTEA et Clauger afin de réduire l'impact olfactive. Plusieurs pistes ont été proposées à savoir :

- à court terme : modification de la méthode d'élimination des H₂S en amont de l'émissaire 705 : le Scrubber fonctionnerait à l'eau et non plus à la soude et serait muni d'un filtre à charbon actif. Cette technologie nécessiterait donc la récupération « d'eau sale » qui rejoindrait les rejets aqueux du site.

- à long terme : arrêt du scrubber ; mise en place d'un échangeur, muni soit d'un biofiltre, soit d'un filtre à charbon, en vue de réduire la température et donc l'humidité des rejets au niveau des émissaires 705 et 757 : les odeurs en sortie de l'émissaire seraient moins ressenties. L'énergie récupérée via l'échangeur pourrait être récupérée. Cette technologie nécessiterait aussi la récupération « d'eau sale » qui rejoindrait les rejets aqueux du site. Ce projet étant onéreux, l'exploitant souhaite installer dans un premier temps, un traitement pilote afin de vérifier l'efficacité du traitement.

L'utilisation de ces technologies nécessite la réalisation d'étude supplémentaire sur les rejets aqueux (vérifier la compatibilité des rejets avec les valeurs limites de référence et indiquer les paramètres supplémentaires à analyser).

A ce jour, aucun traitement n'a été mis en place.

Par courriel en date du 13/11/2024, l'exploitant a confirmé qu'il souhaitait regrouper les flux en amont des émissaires 705 et 757 afin de les traiter simultanément avec une installation qui comprendra une phase de condensation et de filtration. La technique à adopter n'est pas finalisée. Pour des raisons d'efficacité et de simplicité d'utilisation, l'exploitant s'oriente vers une stratégie basée sur la filtration aux charbons actifs. L'exploitant a rappelé à l'IIC que le projet de réduction des odeurs est lié au projet d'amélioration énergétique déjà entamé sur le site.

L'exploitant a transmis le plan d'action suivant :

2025 – Etude de la solution de condensation par échangeur cyclonique

2025-2026 – Mise en place de la certification ISO 50001 (Management de l'énergie)

2027-2028 – Mise en place de la solution et finalisation du projet

L'IIC estime que la durée nécessaire pour finaliser le projet est trop longue (4 ans). L'exploitant a pourtant entamé les démarches et doit pouvoir mettre en place la solution plus tôt.

L'exploitant devait réaliser les mesures de la concentration d'odeur sous 6 mois afin de vérifier l'efficacité des modifications sur les traitements des odeurs. L'exploitant n'a donc pas réalisé ces mesures dans le délai imparti puisqu'il ne les a pas mises en place.

Proposition de suites : Mise en demeure



PRÉFET DU FINISTÈRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure n°XXXX en date du

Société BUNGE implantée zone industrielle portuaire de Brest

LE PREFET DU FINISTERE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant la société CARGILL FRANCE à étendre les activités de son établissement spécialisé dans la trituration des graines alimentaires en vue d'en extraire l'huile alimentaire, situé en Zone Industrielle Portuaire de Brest ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2023 imposant des mesures d'urgence à la société BUNGE ;
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 21 mars 2017 donnant acte à la société BUNGE France de la reprise des installations exploitées par la société CARGILL FRANCE ;
- VU** le courriel de l'exploitant du 13 novembre 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du _____ transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé précise à l'article 4 que : *"L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées, sous un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les résultats des mesures des concentrations et débits des composés odorants prélevés au plus près de chaque source d'odeurs [] commentés et interprétés [...] Ils sont accompagnés :*

- du descriptif des éventuelles modifications de conception ou d'exploitation des dispositifs de traitement des composés odorants [...] ;*
- du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces modifications";*

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 24 mai 2024, l'exploitant a proposé plusieurs solutions de traitement des odeurs ;

CONSIDÉRANT que dans sa transmission du 13 novembre 2024 susvisée, l'exploitant indique que :

- la technique à adopter n'est pas finalisée ;
- le projet sera finalisé en 2028 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé précise à l'article 6 que : *"L'exploitant réalise, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sur chaque source d'odeur canalisée, une mesure de la concentration d'odeur. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées dans le mois qui suit la réalisation des mesures précitées";*

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas réalisé les mesures de la concentration d'odeur dans le délai imparti pour vérifier l'efficacité des modifications réalisées sur les traitements des odeurs ;

CONSIDÉRANT que les effluents gazeux issus des installations exploitées par la société BUNGE sont toujours susceptibles d'être à l'origine d'odeurs incommodantes pour les riverains et habitants ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pris les mesures nécessaires à la prévention des effets du fonctionnement de ses installations sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il appartient à la société BUNGE FRANCE de prendre les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs issues des installations dans un délai plus court

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de prescrire à la société BUNGE FRANCE de satisfaire les dispositions des articles 4 et 6 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2023 susvisé ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

Article 1

La société BUNGE FRANCE est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé relatif aux descriptifs des éventuelles modifications de conception ou d'exploitation des dispositifs de traitement des composés odorants en place.

Article 2

La société BUNGE FRANCE est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé relatif aux mesures de la concentration des odeurs.

Article 3

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Telerecours citoyens dans un délai de deux mois suite à la date de notification du présent arrêté.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

À compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le présent arrêté est notifié à la société BUNGE FRANCE et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- Monsieur le Maire de Brest ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

